

Publié le 9 février 2018

En République Démocratique du Congo, violente répression contre la résistance au régime de Joseph Kabila

Soumise au régime anti-démocratique de Joseph Kabila, la RDC est en proie à des troubles graves. L'Église catholique se trouve en première ligne de la résistance à la répression.

Selon l'ONU, une dizaine de personnes au moins ont été tuées lors de la répression policière des marches anti-Kabila du 31 décembre 2017 et du 21 janvier 2018. Suite aux manifestations qui ont eu lieu contre le régime de Kinshasa, 257 personnes ont été arrêtées, parmi lesquelles dix prêtres. On déplore également une cinquantaine de blessés et la disparition de deux religieuses. Les forces de police congolaises ont notamment fait usage de gaz lacrymogènes dans des églises de Kinshasa et des tirs à balles réelles ont été constatés.

Mise en place d'une commission d'enquête

Une commission d'enquête mixte a été mise en place par les autorités congolaises. Elle devrait durer dix jours seulement : du 1^{er} au 10 février 2018. La ministre en charge des Droits humains souhaite que cette commission fasse la lumière sur les «allégations des violations de droits de l'homme commises sur l'ensemble du territoire national».

Il s'agit d'enquêter sur les exactions commises lors d'une marche de protestation pacifique lancée par un collectif d'intellectuels catholiques contre le maintien au pouvoir du président Kabila le dimanche 21 janvier. Ce jour-là, des milliers de personnes ont manifesté dans tout le pays, afin de réclamer une nouvelle fois le départ du Président Joseph Kabila à l'appel de ce comité de catholiques entrés en dissidence. Les manifestants exigeaient l'organisation de nouvelles élections en République démocratique du Congo (RDC), ainsi que la libération des prisonniers politiques. C'est en tout cas ce que prévoyait l'accord majorité-opposition de la Saint-Sylvestre 2016, qui avait été parrainé par l'épiscopat congolais.

Le gouvernement s'était alors engagé à mettre en place une transition politique avant la fin de l'année 2017, promesse restée sans effets jusqu'à ce jour. Pour mémoire, Joseph Kabila est devenu le Président de la République démocratique du Congo après l'assassinat de son père, Laurent-Désiré Kabila, en janvier 2001.

Les intellectuels catholiques et l'Église en première ligne

Depuis fin décembre, un collectif de huit intellectuels proches de l'Église catholique, principalement des professeurs d'université, affirment vivre dans la clandestinité et se disent

déterminés à «aller jusqu'au bout». Tous sont des militants chevronnés, certains même sont des anciens de la lutte contre la dictature du maréchal Mobutu Sese Seko (1965-1997).

Ce «comité laïc de coordination» a pris naissance lors de la crise politique de décembre pour relayer un appel de l'épiscopat du 23 juin 2017 intitulé «le pays va très mal, debout Congolais !» Affronter la dictature de Mobutu comme affronter la dictature de Kabila, c'est pratiquement la même chose. Ce sont deux régimes qui se manifestent par des violences atroces envers la population et qui ont appauvri le pays. «La seule différence avec le régime Kabila, c'est qu'on a réussi à créer une illusion de démocratie» estime Thierry Nlandu, professeur de littérature anglo-américaine à l'université de Kinshasa et membre du comité laïque de coordination.

En 2008 déjà, le régime du Président congolais était accusé de mener une «répression brutale», avec plus de 500 opposants tués et un millier d'arrestations, dans l'indifférence de la communauté internationale. C'est en tout cas ce que dénonçait l'association de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch (HRW). Les partisans de Kabila avaient agi par le biais de plusieurs forces de sécurité, notamment la Garde républicaine paramilitaire, le bataillon spécial Simba, ancienne unité de la Force aérienne congolaise muée en police anti-terroriste et par les services de renseignement. Selon l'ONG new-yorkaise, «des agents de l'État avaient tenté de dissimuler les crimes en jetant des corps dans le fleuve Congo ou en les enterrant en secret dans des fosses communes».

Pour l'africaniste Laurent Larcher, «l'Église catholique est la seule institution debout dans ce pays, et elle possède une réelle autorité morale». Elle compte des diocèses, des paroisses, des écoles et des centres de santé présents dans l'ensemble du pays. Avec 35 millions de fidèles, soit près de la moitié de la population, l'Église catholique est un bastion qui résiste, notamment par la voix du cardinal Laurent Monzengwo, archevêque de Kinshasa. Dans des termes d'une grande fermeté, le prélat a affirmé : «Il est temps que la vérité l'emporte sur le mensonge systémique, que les médiocres dégagent et que règne la paix, la justice en République Démocratique du Congo». Le nonce apostolique a appuyé sans réserve les initiatives de l'Église de la RDC. Aujourd'hui, les religieux témoignent d'un sentiment d'insécurité croissant à Kinshasa.

Sources : [Causeur](#), [Courrier international](#), [Jeune Afrique](#), [Geopolis](#)

Marie-Pierre Roux

Retrouvez cet article sur notre [site](#) (srp-presse.fr)